

6 of 702 DOCUMENTS

Copyright 1995 Le Monde  
Le Monde

October 21, 1995

SECTION: International

LENGTH: 1827 words

**HEADLINE: Une extreme tension entoure l'election presidentielle ivoirienne; La laborieuse mise en place du systeme de democratie pluraliste pourrait etre remise en cause par la violence politique. Plusieurs partis d'opposition pronent le boycott du scrutin**

BYLINE: SOTINEL THOMAS

**KEYWORD:** OPPOSITION POLITIQUE, BOYCOTT CAMPAGNE ELECTORALE, VIOLENCE CONSEQUENCE, PLURALISME; ELECTION PRESIDENTIELLE, 1995, OCTOBRE; OUATTARA ALASSANE; KONAN **BEDIE** HENRI, WODIE FRANCIS; COTE D'IVOIRE

**HIGHLIGHT:**

Les electeurs ivoiriens se rendront aux urnes, dimanche 22 octobre, pour elire leur president. Scrutin sans suspense. Premier successeur de Felix Houphouet -Boigny, le president sortant, Henri Konan **Bedie**, n'a qu'un adversaire, Francis Wodie, professeur de droit et candidat du Parti des travailleurs ivoiriens (PIT), une formation de gauche sans moyens. Le progres pour tous, le bonheur pour chacun, slogan du Parti democratique de Cote-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique au pouvoir depuis l'independance en 1960, a donne un ton ambitieux a la campagne de M. **Bedie**, tranchant avec la formule Humilite, patience, intelligence de son adversaire. M. Konan **Bedie** sera-t-il bien ou mal elu? Cela semble etre la seule question posee par un scrutin boycotte activement par les principaux partis d'opposition qui ont promis d'empêcher le bon deroulement du vote. La campagne electorale a eu lieu dans un climat de violence politique sans precedent. Au moins huit personnes ont ete tuees depuis le 2 octobre.

**BODY:**

En cette derniere semaine avant l'election presidentielle, le quotidien gouvernemental ivoirien Fraternite matin publie quotidiennement une petite bande dessinee: on y voit un candidat d'opposition brailler sans relache devant une foule sceptique moi aussi, je veux gouter au pouvoir!. Dans son zele, le dessinateur ne se rend pas compte que, par un effet de miroir, il depeint aussi bien les desirs de l'opposition que les craintes des dirigeants: le pouvoir est un bien qui s'acquiert, se conserve, mais ne se partage pas.

Alors qu'approche le terme d'une campagne qui a deja fait huit morts, a la veille d'une election, qui quels que soient son deroulement et son resultat sera marquee par le boycottage de l'opposition, c'est sans doute la qu'il faut chercher le blocage du processus de democratisation engage il y a cinq ans, au soir du regne sans partage de Felix Houphouet-Boigny.

**ON BOURRAIT LES URNES**

Le professeur Rene Degni Segui, doyen de la faculte de droit, qui vient de tenter une mission de bons offices entre le pouvoir et l'opposition, explique: Sur les trois criteres qui definissent une democratie: le pluralisme, l'Etat de droit et l'alternance, aucun n'est vraiment respecte en Cote-d'Ivoire. Si l'on applique les methodes du parti unique au multipart-

tisme, le systeme ne peut pas fonctionner.. Or les acteurs politiques ivoiriens ont bien du mal a se debarrasser de leurs vieilles habitudes.

Un quinquenaire, militant du Rassemblement des republicains (RDR), une scission du Parti democratique de Cote-d'Ivoire (PDCI, ancien parti unique) creee pour soutenir les aspirations presidentielles de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, se souvient: Quand je suis revenu de France a la fin de mes etudes, on m'a fait tenir un bureau de vote. Je croyais qu'il fallait tenir compte de ce que les gens avaient fait dans la journee, meme s'il n'y avait qu'un seul candidat. En realite, a la fin de la journee, on emargeait nous- memes les listes, on bourrait les urnes et on envoyait le proces-verbal sans compter les bulletins.

Aujourd'hui encore, au siege du PDCI, dans le quartier chic de Cocody, les policiers en armes qui surveillent le batiment ce qui est normal au lendemain de l'incendie du siege du parti a Youpougou, un faubourg populaire sont stationnes a l'interieur de la cour plutot qu'a l'exterieur, comme s'ils faisaient partie du service d'ordre.

La democratisation en 1990, avec son scrutin presidentiel, qui vit s'affronter Laurent Gbagbo et Felix Houphouet-Boigny, et ses elections legislatives qui propulserent a l'Assemblée nationale une poignée de deputes du Front populaire ivoirien (FPI), premiers opposants a entrer dans les lieux, n'a pas marque la fin de cette epoque, mais le debut d'une longue transition dont on ne voit toujours pas le terme.

La transition a l'ivoirienne s'est deroulee selon un autre rituel qu'ailleurs en Afrique. Il n'y a eu ni conference nationale, ni gouvernement provisoire, ni referendum constitutionnel. Tout a ete concu dans le cadre d'institutions pour l'essentiel mises en place par M. Houphouet-Boigny a l'indépendance, institutions generalement imitees de celles de la France, sur lesquelles on avait greffe le systeme de parti unique.

Ce sont les metastases de cette greffe qui empoisonnent aujourd'hui la vie politique. Alassane Dramane Ouattara est aujourd'hui l'un des dirigeants virtuels il n'a jamais adhere a un parti politique de l'opposition. Mais il fut le dernier premier ministre de M. Houphouet-Boigny, nomme en novembre 1990 apres trente ans de regne sans partage du president, et se revela un adversaire feroce de l'opposition, faisant emprisonner Laurent Gbagbo, le chef du FPI, qui est aujourd'hui son allie, grace a une loi anti-casseurs qu'il venait de faire voter. A la mort du pere de la Cote-d'Ivoire, M. Ouattara tenta de lui succeder, en imposant assez vigoureusement une lecture pour le moins contestable des textes constitutionnels.

#### CODE ELECTORAL

Aujourd'hui la voie legale de la conquete du pouvoir lui est barree par un code electoral dont certaines dispositions le visent personnellement: ne sont eligibles que les Ivoiriens de naissance, residents en Cote-d'Ivoire, nes de pere et de mere eux-memes ivoiriens de naissance. M. Ouattara, qui est originaire du nord du pays, pres de la frontiere avec le Burkina Faso, est de pere burkinabe, disent ses adversaires.

Il s'en defend, et affirme que c'est plutot la clause de residence a laquelle il ne peut satisfaire en raison de sa nomination au poste de directeur adjoint du Fonds monetaire international qui l'empeche de se presenter. Le president Konan **Bedie** affirme avoir lui- meme informe M. Ouattara que cette clause de residence ne le concerne pas et le met a nouveau au defi de prouver son **ivoirite**.

La querelle pourrait paraitre derisoire si elle n'avait revele et exacerbe des fractures entre communautes ethniques ou religieuses. La tentation de mettre l'adversaire hors jeu en lui deniant la qualite d'Ivoirien existe de part et d'autre. L'opposition accuse M. **Bedie** d'etre d'ascendance ghaneenne. Les extremistes du PDCI s'en prennent aux grands boubous, les gens du Nord, et les manifestants de l'opposition sont tous persuades que les policiers qui les frappent sont togolais, envoyes a la rescousse de M. **Bedie** par le general Eyadema, l'ogre de la region.

Les partis du Front republicain sont convaincus que le recensement electoral s'est fait en fonction des inclinations politiques des communautes, en clair qu'il etait plus facile d'obtenir une carte d'electeur si l'on est baoule, l'ethnie des presidents jusqu'a ce jour, que bete, comme M. Gbagbo.

Cette logique d'exclusion, si elle est conduite a son terme, va faire de M. **Bedie** un president qui n'aura en face de lui que des opposants exclus de la vie politique. Et ceux-ci seront tentes de lui denier toute legitimite. L'Etat de droit pourrait n'y pas resister, qui reste tres fragile, comme en temoigne la recente disparition du president de la Federation des etudiants ivoiriens, Guillaume Soro Kigbafoury, dont ses proches affirment qu'il a ete enleve par la DST ivoirienne.

Pourtant la Cote-d'Ivoire, si elle manque encore d'experience politique pluraliste contrairement au Benin ou au Senegal dispose d'atouts. Les partis, s'ils s'appuient tous sur une base ethnique, recrutent bien au-dela de ces limites. Il n'existe

Le Monde, October 21, 1995

aucune tradition de violence politique, et les faibles effectifs des forces de l'ordre interdisent à l'armée d'intervenir activement dans la vie du pays. L'élection présidentielle de dimanche se déroulera dans un climat de tension extrême. Si la violence qu'engendrera cette tension dépasse un certain seuil, les fils du dialogue ne pourront être renoués d'ici aux élections législatives, qui doivent avoir lieu dans la foulée, et les acquis accumulés en cinq ans durablement remis en cause.

**LOAD-DATE:** October 23, 1995